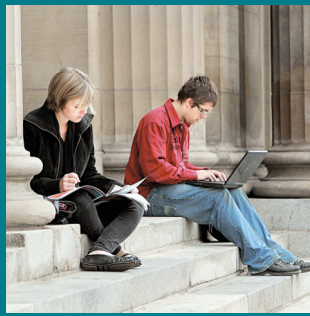


# ÉDUCATION

## RENTÉE SCOLAIRE



**Quand peut-on dire « mission accomplie » au secondaire ?**  
Page 2



**Le dynamisme des enseignants assure à l'école sa pérennité**  
Page 3



**Bouchées doubles cet automne pour les cégeps**  
Page 6

CAHIER SPÉCIAL F > LE DEVOIR, LES SAMEDI 18 ET DIMANCHE 19 AOÛT 2012



RICHARD BOUHET AGENCE FRANCE-PRESSE

Au départ, l'école est un édifice: tout village se devait d'avoir, quelque part sur son territoire, ce lieu où des bancs étaient posés devant un pupitre et un tableau noir.

## L'école, quelle école ?

### On parle enfin d'éducation dans la campagne électorale en cours

Il a fallu attendre le début d'une troisième semaine de campagne électorale québécoise pour que l'éducation fasse son entrée dans l'arène politique. Si les étudiants et étudiantes, avec en fond sonore des défilés de casseroles, avaient permis à un Parti libéral décrié de voir sa cote remonter, permettant un retour aux urnes avec quelque espérance de victoire pour la formation de Jean Charest, tous et toutes, élus en postes et candidats à la même fonction, se tenaient jusque-là cois. Mais voilà qu'un Legault revient à la charge avec un discours sur les valeurs qu'une société propose et défend.

**NORMAND THÉRIAULT**

On parle enfin d'éducation dans la campagne en cours. Et non plus seulement de loi et d'ordre, ici signifiés par la mise au pas de ces récalcitrants qui boycottent les salles de classe. Mais, même si tout ce beau monde se retrouvait sur les bancs d'école, rien ne nous dit, comme rien ne nous dit, la nature souhaitée, et les objectifs, de cette institution québécoise.

Au départ, l'école est un édifice: tout village se devait d'avoir, quelque part sur son territoire, ce lieu où des bancs étaient posés devant un pupitre et un tableau noir. Puis, ce fut un détour obligatoire: une loi d'instruction publique oblige encore la fréquentation des classes, quoiqu'il n'y ait point en terre québécoise de « police » dont le seul mandat serait la cueillette des décrocheurs et l'obligatoire réinsertion dans la cohorte étudiante.

Supposons quand même que tous ceux et celles qui doivent, ou veulent, étudier soient comptés comme présents, quelle serait donc cette école alors et elles fréquenteraient alors ?

**Citoyenne.** Le débat est récurrent: l'école est le premier lieu où s'inscrit le futur citoyen à part entière. L'institution devrait donc proposer et défendre les valeurs affichées de cette citoyenneté. Au Québec, la Charte des droits et libertés, comme les diverses lois adoptées par l'Assemblée nationale, donnerait alors les balises de l'enseignement proposé. Et les démocrates diront donc que cette école sera laïque, francophone, non discriminatoire et capable d'intégrer tous et chacun, indépendamment des handicaps et autres obstacles.

**Accessible.** Et voilà que s'ouvre un autre débat, celui

là même qui a vu une nouvelle saison s'inscrire dans l'année québécoise, celle du printemps érable. Si, jusque-là, l'accessibilité, par définition, se limitait pour plusieurs à l'aménagement de rampes et autres portes, voilà qu'on dit que l'école est un service public dont nulle barrière, surtout tarifaire, n'interdirait l'accès. Et où mettra-t-on donc le frein à cette gratuité ? Au moment où l'élève atteint 16, 17 ou 18 ans ?

À cet âge où plus d'un et d'une n'est pas encore majeur, il faudrait, si l'on se fie aux tenants « lucides », commencer à payer pour avoir accès à ces cégeps et écoles spécialisées et, plus tard, à ces universités, dont on dit qu'elles sont dans plus d'un secteur les seuls établissements capables d'accorder le nécessaire diplôme qui ouvre la porte au monde du travail, dans une société où l'innovation est devenue un maître mot pour déterminer l'activité économique. À cette proposition, de la CLASSE à QS, on dit « non ».

**Ouverte.** Que l'on soit malentendant, décrocheur, analphabète, femme ou penseur libre, l'école devrait être un lieu d'accueil et de discussion où rien de ce qui se passe dans une société ne devrait être non retenu. Donc, nulle discrimination, ni

contre les personnes, ni contre les idées. Et tant pis si les opposants à la pensée universelle n'y trouvent pas leur compte.

**Performante.** L'école aussi a un palmarès. En fait, on en retrouve même plusieurs. Celui de Shanghai nous indique les universités qui seraient les meilleures au monde (et McGill s'en « pète les bretelles » et « facture » pour un MBA qui serait un grand cru mondial). Celui de l'Actualité se voit année après année contesté, surtout par les tenants de l'école publique, qui dénoncent le fait

**Le débat est récurrent: l'école est le premier lieu où s'inscrit le futur citoyen à part entière. L'institution devrait donc proposer et défendre les valeurs affichées de cette citoyenneté.**

que des établissements privés sont discriminatoires au moment des inscriptions (ce que ces derniers contestent).

Et, au nom de cette performance, voilà que se trouve justifiée toute augmentation des droits universitaires annuels, car l'État n'aurait pas les budgets suffisants pour assurer que l'université québécoise demeure « compétitive »!

Et, comme si ce n'était pas assez, voilà qu'on parle aussi d'ajouter, aux bulletins des élèves, d'autres qui évalueraient les enseignants et professeurs, voire certaines classes. Et, pour ceux-là, la remise des prix serait péuniaire dans ce monde où la performance n'a pourtant pas de prix!

**Utile.** À quoi sert l'école? Longtemps, a-t-on cru, l'école était un lieu de formation: on y formait des personnes. Mais cela ne serait plus prioritaire pour plusieurs partisans du néolibéralisme, car la mission de ces établissements ne serait plus scolaire, étant alors devenu au service d'une société dont la première valeur serait déterminée par l'échelle économique, le PIB.

L'école alors façonnera de futurs travailleurs, ces industriels qui permettront à leurs employeurs de se féliciter de leur réussite commerciale ou boursière.

Déjà, en région, parlons-nous des cégeps que plus d'un d'entre eux voit son maintien assuré par une capacité à répondre aux demandes en formation transmises par les industries et les entreprises locales. Et les universités et grandes écoles œuvrent aussi

en ce sens en déposant certificats et DESS conçus de façon à répondre à des demandes de profils spécifiques.

Déjà que le niveau primaire s'articule aussi en anglais dans le petit monde scolaire francophone, que les ordinaires entrent en classe, et qui nous dit que demain peut-être on se retrouvera avec une école sans livre...

**Conviviale.** Un jour, on remet en question l'existence des commissions scolaires. Un autre moment fut celui du temps des réformes, de ces réformes toujours en évaluation et réévaluation. Et on va plus loin encore: comment faire en sorte que le jeune, comme le moins jeune, voie l'école comme un lieu de plaisir, une société en soi qui répond à toutes les attentes? Et, alors, fini le décrochage, fini ce temps où les professeurs se recyclent en d'autres métiers, oubliés ces jours où les parents se désintéressent de la formation de leur progéniture. L'école est alors devenue la terre promise.

**Mesdames et messieurs** de la classe politique, quelle école voulez-vous? Pour laquelle serez-vous prêts à vous battre, quitte à y perdre des élections, au nom des valeurs qui vous animent?

Le Devoir

## RENTÉE SCOLAIRE

FINISSANTS DU SECONDAIRE

## Quand peut-on dire « mission accomplie » ?

« Chaque finissant doit avoir les acquis nécessaires pour avoir accès à son premier choix pour son futur »

Terminer son secondaire est une étape importante dans une vie. Pour qu'un établissement d'enseignement secondaire puisse dire « mission accomplie », il faut idéalement davantage que les notes de passage inscrites sur le bulletin de l'élève.

MARTINE LETARTE

Qu'on soit pour ou contre les arguments avancés par les leaders du mouvement étudiant, plusieurs ont été impressionnés par l'éloquence de ces jeunes à l'aube de la vingtaine. Sont-ils à l'image de ce qu'on attend de cette nouvelle génération de finissants du secondaire? « Depuis cinq, six, sept ans, les jeunes argumentent plus. Ils craignent moins de s'exprimer. Certains ont beaucoup plus de facilité que d'autres. Ce ne sont pas tous des Léo Bureau-Blouin, mais on en trouvera peut-être plus qu'auparavant », affirme Marc Prescott, directeur de l'école secondaire Georges-Vanier, de la Commission scolaire de Montréal.

Est-ce attribuable à la réforme scolaire? « Je crois que c'est une question de génération, affirme-t-il. La relation entre les jeunes et l'autorité a changé. Ils ne voient pas les gens en position d'autorité comme des juges, mais comme des gens avec qui ils peuvent avoir des échanges. Ils n'hésitent pas d'ailleurs aujourd'hui à cogner à la porte de mon bureau pour négocier. Les jeunes ont compris que l'expression peut devenir quelque chose d'utile. »

La réforme a tout de même possiblement un lien avec le phénomène. « Depuis la réforme, on demande un plus grand investissement aux jeunes. On leur demande de faire le travail, mais aussi de présenter oralement les résultats. Ils écrivent plus de textes d'opinion qu'auparavant en classe. Il y a plus de contextes où les jeunes doivent s'exprimer. Tout cela amène un sentiment de compétence », affirme

M. Prescott, qui est arrivé dans cette école du quartier Villerey il y a 14 ans.

## Les matières-clés

« C'est certain que c'est important qu'un finissant réussisse bien en français et en mathématiques; ce sont vraiment des matières-clés », affirme Jacques Lemaire, directeur des études collégiales au Collège Jean-de-Brébeuf, un établissement privé de Montréal. Le fait que les jeunes d'aujourd'hui ont tendance à s'exprimer davantage ne signifie pas toutefois qu'ils maîtrisent mieux la langue française que la génération précédente. « Nous faisons passer des tests de français à nos étudiants admis pour voir qui a besoin d'aide, et, en ce qui a trait au respect du code linguistique, le niveau est le même depuis cinq ou six ans », affirme M. Lemaire.

Il remarque toutefois que les jeunes d'aujourd'hui ont peut-être plus de difficulté à prendre le temps de lire que leurs prédécesseurs. « Par exemple, ils vont très rapidement pour lire les consignes d'un examen. Ils ont l'impression de bien comprendre et ils ne font pas ce qui est demandé. Ou, encore, ils ne prennent pas le temps de comprendre la dé-

À Brébeuf, secteur collégial, le finissant du secondaire idéal fait preuve d'une curiosité intellectuelle et d'une volonté de dépassement

rent leurs cours différemment, avec plus de mises en situation, mais tout repose toujours sur les connaissances. »

M. Lemaire remarque aussi peu de différences en mathématiques depuis quelques années. Marc Prescott n'est pas surpris. Il affirme que la réforme n'a pas changé la base pour les élèves. « 2 + 2 donnaient 4 avant la réforme et donnent toujours 4 après, dit-il. Les enseignants prépa-



« Les jeunes de 12 ans nous arrivent du primaire et nous devons faire en sorte qu'ils passent à l'adolescence, puis au monde préadulte », rappelle Marc Prescott, directeur de l'école secondaire Georges-Vanier.

rent leurs cours différemment, avec plus de mises en situation, mais tout repose toujours sur les connaissances. »

Marc Prescott affirme que, pour pouvoir se dire « mission accomplie » à la fin d'une année scolaire, chaque finissant doit avoir les acquis nécessaires pour avoir accès à son premier choix pour son futur. « Qu'il soit question d'une école de métiers ou d'un programme collégial, précise-t-il. Pendant tout le parcours de l'élève, nous le préparons en vue des décisions qu'il aura à prendre. Ce n'est pas facile, parce que les adolescents ont souvent une vision à très court terme, mais nous commençons dès la première secondaire. C'est vraiment un travail d'équipe avec la direction, les enseignants et le conseiller d'orientation. »

À Brébeuf, secteur collégial, le finissant du secondaire idéal fait preuve d'une curiosité intellectuelle et d'une volonté de dépassement

À Brébeuf, secteur collégial, le finissant du secondaire idéal fait preuve d'une curiosité intellectuelle et d'une volonté de dépassement. « Un élève peut avoir certaines lacunes au secondaire, mais, s'il a ces deux qualités, nous savons qu'il réussira bien. Celui qui a la volonté d'aller plus loin ira chercher l'aide dont il a besoin lorsqu'il rencontrera des difficultés. C'est important de voir chez les étudiants une volonté de s'investir », affirme Jacques Lemaire.

Il remarque d'ailleurs qu'aujourd'hui les jeunes sont beaucoup plus engagés qu'auparavant dans différentes activités. « Que ce soit dans le parascolaire, le sport, les arts, le bénévolat. Les jeunes s'intéressent aux autres, ils veulent changer les choses d'une façon ou d'une autre », affirme-t-il.

À l'école secondaire Georges-Vanier, Marc Prescott et son équipe tentent d'ailleurs

d'amener chaque élève à se trouver une passion. « Un élève qui a une petite passion, c'est un élève qui reste à l'école, précise-t-il. Nous avons mis en place toutes sortes d'activités sportives, des concours de chant, de l'improvisation, plusieurs options, des projets de robotique, de la danse hip-hop, de la radio étudiante, nous formons des techniciens de scène. Nous offrons aux jeunes des activités auxquelles ils n'auraient pas accès à l'extérieur de l'école. »

## Étapes importantes de la vie

Plusieurs initiatives ont été mises en place à l'école Georges-Vanier pour travailler ce volet du développement des jeunes. « Les plus jeunes de l'école se font prairer par les élèves de la 5<sup>e</sup> secondaire », affirme M. Prescott. « Ça leur amène un sentiment de sécurité et les choses se passent mieux. C'est le principe de donner au suivant. Aussi, nous formons des élèves chaque année pour qu'ils puissent intervenir auprès de leurs amis. Les amis sont souvent les premiers confidents. C'est vraiment un travail d'équipe multidisciplinaire. On doit amener les jeunes à développer une personnalité suffisamment forte pour qu'ils soient capables de prendre les bonnes décisions dans cette période de leur vie où ils sont particulièrement vulnérables. »

Collaboratrice  
Le Devoir

## GRÈVE À L'UNIVERSITÉ

## Deux étudiants sur dix seront placés en situation de rattrapage

Les universités ont mis en place les moyens appropriés pour sauvegarder une session d'hiver mise en péril pour certains; ces jeunes ont délaissé les salles de cours pour animer le printemps érable et ils doivent rattraper les cours laissés en plan durant ces heures agitées. La marge de manœuvre est mince pour y arriver et il leur revient de décider s'ils retourneront en classe sous peu.

RÉGINALD HARVEY

Cette rentrée plutôt spéciale s'avère exigeante pour tout le monde: « Tel est le cas autant pour les directions universitaires que

pour les professeurs, les personnels de soutien ou les étudiants eux-mêmes. Mais il n'en demeure pas moins que 80% de ceux-ci ont terminé leur session d'hiver 2012 », estime Daniel Zizian, président et directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

Il analyse les impacts du mouvement sur l'ensemble du réseau universitaire: « Au plus fort des manifestations, le 22 mars, par exemple, il y a eu un pic durant lequel un grand nombre d'étudiants ont boycotté leurs cours à l'occasion de cette journée-là. De façon générale, on peut quand même dire encore une fois que 80% des étudiants universitaires ont terminé leur session; en contrepartie, il y en a 20% qui ne l'ont pas fait. » Il cible les établissements les

plus touchés: « Il y a principalement l'UQAM, l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec en Outaouais. » Les clientèles les plus militantes provenaient en grand nombre des départements ou des facultés dans les domaines des sciences politiques et sociales.

« On agit en fonction de ce qui est prévu par la loi »

## En quête du temps perdu...

Les universités se sont mises à la tâche pour aménager un plan de sauvetage; il importait d'arrimer la présente session avec les retards causés en mettant en place différentes mesures pour la rentrée d'automne: « Les commissions des études, qui sont responsables des divers aspects pédagogiques, aménagent le calendrier universitaire; elles se sont penchées sur la ques-

tion et ont proposé des modifications à ce dernier, qui ont été entérinées par les conseils d'administration des universités. Parmi les moyens retenus, il y a des variables d'un établissement à l'autre, d'un département ou d'une faculté à l'autre, selon la situation; c'est à géométrie variable, mais on peut affirmer que la plupart des universités ont convenu de reprendre la session d'hiver perdue en 2012 à compter du 27 août, pour la terminer à la fin de septembre. »

La logistique mise en place devait également prendre en compte l'arrivée des étudiants du collégial, ce que confirme M. Zizian: « La majorité d'entre eux ont également achevé leur formation préuniversitaire et ils pourront

VOIR PAGE F3 : RATTRAPAGE

L'ÉDUCATION PUBLIQUE J'Y CROIS JE LA DÉFENDS

Centrale des syndicats du Québec

CSQ

education.csq.qc.net

1112-248



Environ 80% des étudiants universitaires ont complété leur session avant les vacances.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## RENTÉE SCOLAIRE

ÉDUCATION HUMANISTE OU ÉDUCATION PRAGMATIQUE ?

## Le dynamisme des enseignants permet à l'école de demeurer ce qu'elle doit être

« L'école secondaire éprouve des problèmes à se forger une identité culturelle claire »

L'éducation collégiale au Québec s'est-elle éloignée du modèle d'éducation humaniste dont elle est en partie issue? A-t-elle troqué ce modèle contre celui d'une éducation plus pragmatique et davantage collée aux besoins du marché du travail? Claude Lessard, président du Conseil supérieur de l'éducation, répond à cette interrogation en tant que chercheur.

PIERRE VALLÉE

« Je ne vois aucun signe m'indiquant que l'éducation au collégial a connu un tel glissement », répond Claude Lessard, professeur émérite à la Faculté d'éducation de l'Université de Montréal et spécialiste de la sociologie de l'éducation, lorsqu'interrogé sur l'éventualité que l'école serait devenue plus pragmatique. Récemment nommé à la présidence du Conseil supérieur de l'éducation, M. Lessard s'exprime ici en tant que chercheur. « Il faut se rappeler que, à leur création, les cégeps ont hérité à la fois du mandat des anciens collèges classiques comme du mandat des anciennes écoles professionnelles. Ils doivent donc tenir compte de ces deux

tion collégiale technique. Mais, malgré ce discours ambiant, plusieurs programmes techniques collégiaux ont de la difficulté à recruter des candidats. Cela m'apparaît comme une autre indication que l'éducation collégiale n'a pas abandonné l'éducation humaniste au profit de formations axées uniquement sur les besoins du marché du travail. »

Il avance qu'il y a peut-être, dans la perception qu'ont certains qu'il y a eu ce glissement au collégial, une confusion dans les termes. « Il ne faut pas confondre l'arrivée au cégep de nouveaux modes de gestion inspirés du secteur privé et davantage axés sur des résultats avec un déclin de l'éducation humaniste. De toute façon, si ces modes de gestion cherchaient à introduire une logique comptable dans l'éducation des élèves, les professeurs du secteur général se rebifferaient. »

## L'évolution du collégial

Non seulement ne voit-il pas un déclin dans l'éducation humaniste au collégial, mais il constate au contraire un certain dynamisme. « On dirait même qu'il y a une certaine renaissance de l'éducation humaniste au collégial. » Il donne en exemple l'enseignement de la philosophie. « Les professeurs de philosophie au collégial sont très dynamiques, et pas seulement en classe avec leurs étudiants.

Plusieurs participent au discours social en collaborant à des revues générales de réflexion. Certains ont même une présence dans les médias écrits comme électroniques. Ce n'était pas le cas il n'y a pas si long-

temps. » Ce regain de l'éducation humaniste au cégep, Claude Lessard l'attribue évidemment au dynamisme des professeurs, mais il croit aussi qu'il est l'aboutissement de l'évolution des cégeps. « Ce n'est plus le cas maintenant, mais, pendant plusieurs années, le rapport entre les cégeps et les universités n'était pas clair et les territoires scolaires étaient mal définis. Qui donnait quel cours? Tel cours devait-il faire partie de la



« Les professeurs de philosophie au collégial sont très dynamiques, et pas seulement en classe avec leurs étudiants. Plusieurs participent au discours social en collaborant à des revues générales de réflexion », remarque Claude Lessard.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

## Pas de déclin dans l'éducation humaniste au collégial, mais au contraire un certain dynamisme

rôles et ils sont en quelque sorte prisonniers de cette structure, ce qui empêche tout glissement d'un côté comme de l'autre. »

Ce que vient confirmer l'état des effectifs étudiants, car, aujourd'hui, autant d'étudiants s'inscrivent à l'enseignement général qu'à l'enseignement professionnel. « Depuis quelques années, on sait au Québec qu'il faudra bientôt combler de nombreux emplois et que beaucoup de ces emplois exigeront surtout une forma-

formation générale au collège ou bien devait-il relever de la première année universitaire? Il y a eu des redondances. Mais les cégeps ont réussi à définir leur territoire scolaire et à se donner une identité culturelle propre. Aujourd'hui, ce rapport n'est plus conflictuel, il est même devenu complémentaire, comme en témoignent les passerelles dec-bac. Cette identité culturelle propre a consolidé la présence de l'éducation humaniste au collégial. »

## Le secondaire et l'université

Cette identité culturelle propre fait défaut, selon lui, quand on se penche sur le secteur de l'enseignement secondaire. « À la différence du collégial, l'école secondaire éprouve des problèmes à se forger une identité culturelle claire. Plusieurs personnes se demandent même ce

qu'on y enseigne. Ce manque de clarté nuit à la présence de l'éducation humaniste au sein du secondaire. S'il y a eu glissement dans l'éducation humaniste au Québec, ce glissement se trouve plutôt du secondaire vers le collégial. »

De plus, cette difficulté à se forger une identité culturelle claire nuit aussi à l'enseignement professionnel et technique au niveau collégial. « La formation professionnelle au secondaire est méconnue des étudiants comme des parents. Si certains y voient un accès rapide au marché du travail, plusieurs ont l'impression que cette voie bloque ensuite l'accès aux études supérieures. Mais c'est faux. Un élève du secondaire qui a en poche son

diplôme d'études professionnelles peut ensuite, s'il le désire, s'inscrire au cégep. Si on favorisait davantage l'enseignement professionnel au secondaire, on viendrait du même coup alimenter la formation technique au collégial. »

Quant au secteur universitaire, l'éducation humaniste y est toujours bien présente. « Il y a toujours eu à l'université des formations plus pratiques que d'autres. Je pense ici à la médecine, au génie, au droit. Mais cela n'a jamais nuit à l'enseignement des disciplines humanistes. On enseigne toujours la philosophie, la littérature et les sciences humaines à l'université et les formations plus pratiques ne se sont pas multipliées au détriment des formations humanistes. Par contre, ce

qu'on remarque maintenant, c'est une forme de professionnalisation des formations humanistes. Au fond, l'université doit chercher à faire en sorte que les diplômés des formations humanistes puissent se retrouver sur le marché du travail. Ce constat a fait évoluer l'approche. À mon époque, quand j'ai fait mes études en sociologie, il n'y avait pas de stages pratiques. Aujourd'hui, un étudiant en sociologie fera un stage en entreprise, dans une boîte de sondages, par exemple, ce qui lui donne de meilleures perspectives d'embauche. Mais cette approche, plus près de la réalité du marché du travail, ne remet aucunement en question la pertinence et la présence de l'éducation humaniste. »

Collaborateur Le Devoir

## RATTRAPAGE

SUIITE DE LA PAGE F2

entamer leurs cours à l'université à compter de la fin d'août; pour ceux qui n'ont pas terminé leurs cours collégiaux et qui le feront à la fin de septembre, la session universitaire d'automne s'amorcera pour eux, de façon générale, au début d'octobre, pour prendre fin en décembre à certains endroits et en janvier dans d'autres lieux, pour ce qui est du déroulement des examens. » Tous et chacun seront appelés à s'adapter à un calendrier hors de l'ordinaire: « Dans la plupart des cas, les semaines de relâche ou de lecture ont été abandonnées. Il y a aussi eu des ajouts de plages horaires et de journées complètes, par exemple le samedi, pendant lesquelles se dérouleront les cours; dans d'autres cas, des cours seront allongés de trois à six heures, ce qui occasionnera un prolongement des journées de formation. »

Il résume la situation: « Il y a donc une série de mesures de cet ordre qui ont été retenues à l'intérieur des divers départements ou facultés; dans les circonstances, on poursuit toujours l'objectif d'obtenir les meilleures conditions possibles pour respecter les paramètres pédagogiques de chacun des cours. » L'ensemble de la communauté universitaire subit les répercussions de telles mesures: « Tout le monde est affecté d'une façon ou d'une

autre par des circonstances aussi exceptionnelles que celles que nous vivons actuellement; pour ce qui est des chargés de cours, des contrats ont été signés et, du côté des professeurs, la situation peut varier d'un établissement à l'autre; à certains endroits, les profs ne sont pas à l'aise avec la façon dont les décisions ont été prises, mais elles l'ont été. Tout cela est régi par une convention collective dans chacun des cas et, quand les gens croient que le tout ne s'est pas fait selon les normes ou les règles en vigueur, ils peuvent le contester et procéder en vertu de la convention. » Il apporte cet éclairage: « Il faut bien comprendre que la loi prescrit que les universités ont l'obligation de faire en sorte que les cours soient offerts, que les étudiants qui arrivent en retard ne soient pas pénalisés et que les mesures appropriées doivent être prises pour que les cours puissent être données. »

Les directions universitaires s'en tiendront aux prescriptions prévues par la loi, peu importe la tournure des événements de la part des associations étudiantes, ce que confirme Daniel Zizian: « On agit en fonction de ce qui est prévu par la loi, donc d'une reprise qui est fixée à l'intérieur d'un calendrier très serré pour tous et chacun; on œuvre dans ce cadre-là et on a travaillé très fort dans les universités afin qu'on puisse procéder de la façon la plus harmonieuse possible, dans le contexte, pour assurer la réussite des étudiants. »

À l'heure actuelle, les universités disposent d'une marge de manœuvre qui est très mince pour certaines d'entre elles: « On regarde les choses aller et notre responsabilité consiste à mettre les mesures en place, tout en espérant que le tout va se dérouler normalement. On pense qu'il est important que les étudiants achèvent leur session d'hiver afin de poursuivre normalement leur parcours; dans le fond, c'est pour eux que les universités sont là, pour offrir les meilleurs enseignements, formations et recherches possibles. »

Et il tire cette conclusion: « Dans ce dossier-là, tous les intervenants ont leurs obligations et doivent assumer leurs responsabilités; on a assumé les nôtres et il revient à chacun de faire de même. On recherche la collaboration de l'ensemble des composantes de la communauté universitaire pour que le tout puisse se dérouler correctement. »



Daniel Zizian est président et directeur général de la CREPUQ.

CREPUQ

Le Devoir

**L'ÉDUCATION,**  
un droit humain,  
une responsabilité sociale  
qui incombe à l'État!

www.csn.qc.ca

## RENTÉE SCOLAIRE

RECHERCHE

## Si l'argent se fait rare...

...doit-on privilégier la recherche « utile » ?

On se demande parfois à quoi peuvent bien servir certaines recherches scientifiques financées par les deniers publics. Certains chercheurs ne perdent-ils pas leur temps aux frais des contribuables? Ne devrait-on pas exiger d'eux qu'ils se consacrent à des travaux utiles? C'est d'ailleurs ce qu'exigent de plus en plus les gouvernements qui financent la recherche scientifique, celle-ci devenant de plus en plus appliquée, au détriment de la recherche fondamentale. Et même si on comprend aisément qu'une certaine dose de connaissances fondamentales est nécessaire pour alimenter la recherche appliquée, il est parfois difficile d'imaginer à quoi pourraient mener certains travaux nébuleux.

CLAUDE LAFLEUR

Que nous rappelle Pierre Noreau, professeur titulaire au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal? Qu'on ne sait jamais d'où viendra l'innovation!

Il raconte ainsi que, lorsque ses confrères et lui poursuivaient leurs études avancées à Paris, au milieu des années 1980, ils se servaient du réseau Bitnet de l'armée pour échanger des données entre ordinateurs (le pointage des matchs de hockey, en fait!). « Nous étions alors de jeunes profs à la fine pointe des connaissances dans notre domaine, dit-il, mais jamais, au grand jamais, nous n'aurions pu imaginer qu'en moins de dix ans se développerait Internet. Et même ceux qui étaient alors au fait de ces technologies n'auraient pu imaginer la place qu'occuperait Internet. C'est dire qu'on ne sait jamais d'où viendra l'innovation pratique. »

Le chercheur rappelle ainsi que nombre d'innovations dont nous bénéficions aujourd'hui sont le fruit de travaux souvent menés sans qu'on sache vraiment ce qu'on pourrait en retirer.

## Des visionnaires pour résoudre nos problèmes

Politologue et juriste de formation, M. Noreau travaille en sociologie du droit. Ses recherches portent notamment sur le fonctionnement et l'évolution du système judiciaire, le règlement non contentieux des conflits, l'accès à la justice et la mobilisation politique du droit, etc. « J'ai beaucoup travaillé sur les pratiques de justice, dit-il, un domaine assez abstrait. Il y a une vingtaine d'années, je me suis même fait dire par un ministre de la Justice que je le faisais "rêver", autrement dit, que nous, chercheurs, étions des rêveurs.

Or, 25 ans plus tard, les nouvelles dispositions du code de procédures civiles qui sont en train d'être délibérées portent justement sur mes travaux d'alors. »

De même, il cite l'exemple des recherches en sociologie et en histoire dont l'intérêt pratique peut sembler nébuleux. « On peut se demander à quoi sert d'étudier le Québec des années 1930, pose-t-il. Toutefois, ces recherches nous apprennent que, à l'époque, il y avait beaucoup de manifestations et de mobilisations publiques, et même de la violence dans les rues... C'est dire que ce qu'on vit aujourd'hui n'est pas nécessairement nouveau! Ainsi, en travaillant sur des sujets qui peuvent avoir l'air d'être théoriques et de relever de la recherche fondamentale, on aborde parfois des problèmes concrets et assimilables à ceux d'aujourd'hui, ce qui nous permet de réfléchir à notre réalité. »

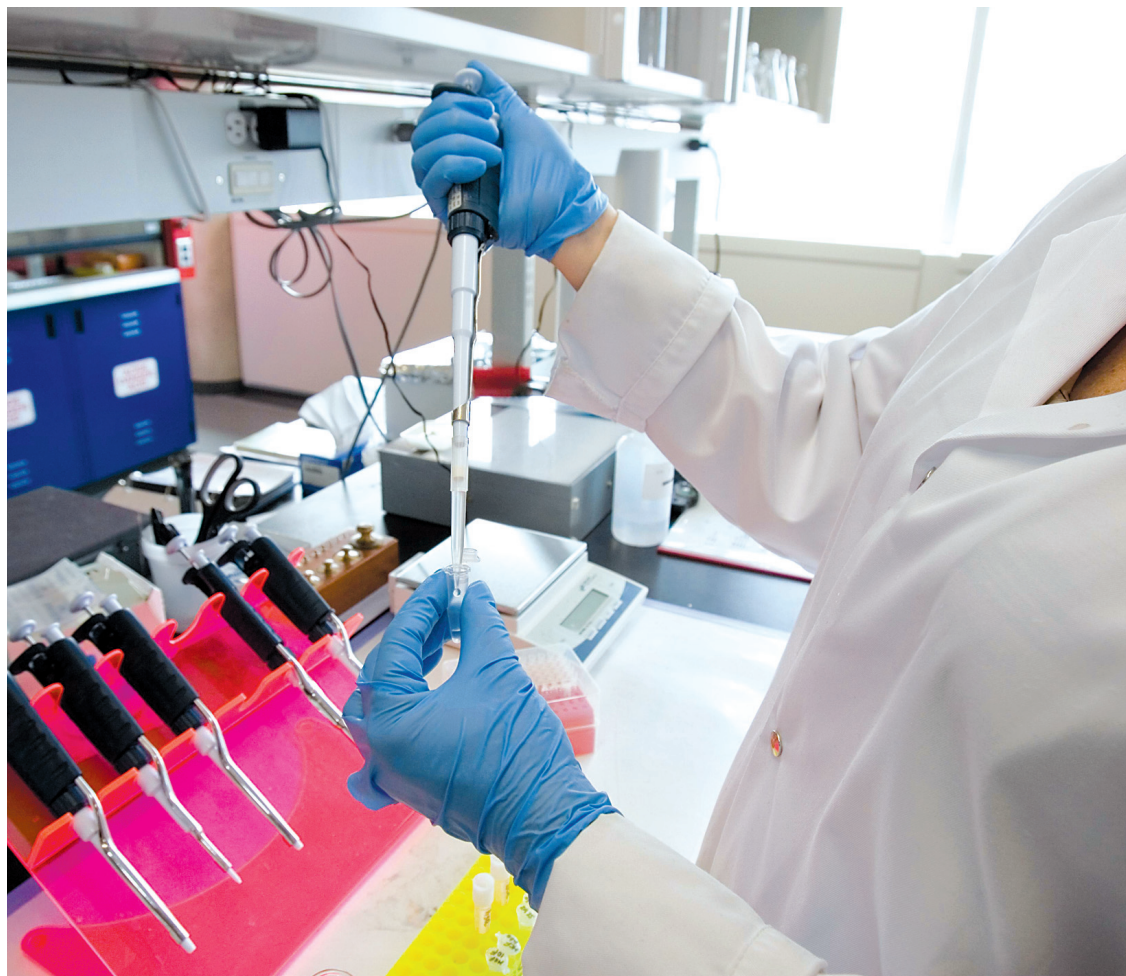
Pierre Noreau, également président de l'Association francophone pour le savoir (Acfas), qui fait la promotion des sciences au Québec et dans la francophonie canadienne, observe que la recherche appliquée est de fait le prolongement naturel de la recherche fondamentale. « La recherche fondamentale prépare des solutions à des problèmes qu'on ne voit pas nécessairement », dit-il. Par exemple, parmi les gros problèmes auxquels on fait face dans les tribunaux, il y a les délais à la cour et les coûts de la justice. « Toutefois, derrière ces problèmes se cache le fait que les citoyens connaissent souvent mal le droit, ce qui les amène peut-être à utiliser les tribunaux pour régler des problèmes qu'il serait plus facile de régler autrement... » Comment ne pas songer au recours à certaines injonctions dans le cas des récentes grèves étudiantes?

Comme tout scientifique, il mène à la fois des recherches fondamentales et appliquées. « Il s'agit en fait de moments différents de la recherche, dit-il, et il faut qu'on consacre du temps à ces deux moments. Ce à quoi on réfléchit sur le plan de la théorie à un certain moment finit par s'appliquer ultérieurement. Il arrive souvent même que, en faisant de la recherche fondamentale, on trouve de véritables solutions à long terme à des problèmes auxquelles on ne pensait pas au départ. » Il résume sa pensée en soulignant qu'on s'attend souvent à ce que les chercheurs soient des visionnaires et qu'ils se penchent sur des questions auxquelles on n'a pas le temps de réfléchir.

## Le Québec sur la scène internationale

« Il faut aussi comprendre à quoi sert la recherche dans une société, poursuit-il. Elle ne sert pas qu'à découvrir des choses, mais elle permet aussi à toute société — et particulièrement celles de taille modeste — de se tailler une place sur la scène internationale. »

« Nous, à l'Acfas, nous considérons que nous vivons dans un monde où l'avenir, c'est le savoir,



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

« La recherche fondamentale prépare des solutions à des problèmes qu'on ne voit pas », soutient Pierre Noreau.

dit-il. Le savoir, c'est la richesse des nations! Or, dans le cas d'une petite collectivité comme la nôtre, il faut absolument être très proactif en matière de recherche et de connaissances. C'est la façon de prendre notre place dans le monde d'aujourd'hui. Pour une société comme la nôtre, c'est même fondamental! »

Le Québec peut même tirer étonnamment bien son épingle du jeu, poursuit le chercheur. « Au Québec, nous sommes réputés pour travailler en équipe et aussi pour collaborer entre différentes disciplines, d'avantage même que dans bien d'autres sociétés, indique le président de l'Acfas. Nous amenons même les autres à travailler ensemble... C'est une particularité qui nous permet d'apporter de belles contributions à la science et sur la scène internationale. »

Collaborateur  
Le Devoir

ACFAS

Pierre Noreau, professeur titulaire et chercheur

AU PRIMAIRE ET AU SECONDAIRE

## Que les négociations reprennent!

L'anglais est au programme de la cinquième dès cet automne

Alors que tous les projecteurs sont braqués sur les cégeps, on pourrait avoir tendance à oublier une autre rentrée, celle des professeurs et des élèves du primaire et du secondaire. De grands défis les attendent eux aussi. Manon Bernard, la présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement, brosse le portrait des enjeux.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

« Des mesures à la pièce, il y en a beaucoup qui sont annoncées régulièrement en éducation. Nous, ce qu'on souhaite, c'est plutôt une vision d'ensemble. » Voilà ce que réclame Manon Bernard, la présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement

(FSE). Ce qu'elle désire au fond, c'est qu'on s'attarde sur les besoins dans les salles de classe et sur les conditions d'apprentissage des élèves. Ce sont là les priorités de son syndicat, des priorités établies depuis fort longtemps, mais pour lesquelles on doit encore mener des luttes. Avec cette rentrée 2012, Manon Bernard espère pouvoir reprendre le

dialogue, mais la grande question sera de savoir avec quel interlocuteur se fera ce dialogue.

Qu'on se le dise d'emblée: à l'heure actuelle, les services offerts aux élèves ne suffisent pas. Qu'on parle de services d'orthopédagogues, de psychologues et d'autres professionnels, les besoins des élèves dépassent la quantité des services offerts, et ce, malgré les investissements effectués ces dernières années. « Quand un orthopédagogue doit répartir son temps dans au moins trois écoles et qu'il ne peut rencontrer un élève qu'une fois par semaine, on appelle ça du saupoudrage de service », nous dit M<sup>me</sup> Bernard. Pour l'instant, rien ne laisse présager un changement dans ce dossier.

## Un programme de lecture amélioré

Lors de la rentrée 2011, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) avait demandé des ajustements dans les programmes de lecture et d'écriture afin de favoriser la réussite des élèves et, en particulier, celle des garçons. On y faisait valoir l'importance du dépistage, pour que, dès qu'apparaissent des problèmes, que ce soit en maternelle, en première ou en deuxième année, on puisse réagir. « C'est un moment-clé dans le parcours scolaire, si on ne veut pas que nos élèves décrochent au secondaire ou qu'ils cumulent des retards et que l'écart creusé devienne trop grand », rappelle Manon Bernard.

Des discussions sur le sujet ont eu lieu avec les gens du ministère de l'Éducation. Elles ont duré toute l'année et, pourtant, les ajustements en question ne sont pas encore au programme. « Rien n'empêche que ces mesures puissent être mises en place prochainement », espère M<sup>me</sup> Bernard.

## L'apprentissage intensif de l'anglais

Un autre défi de cette rentrée 2012, c'est l'implantation obligatoire du programme d'apprentissage de l'anglais en 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années du primaire. Les écoles auront cinq ans pour appliquer cette mesure, mais le processus ne se fera pas sans heurts. « Notre fédération a travaillé dans tous les comités mis en place par le ministère, pour finir par se retirer parce que

nous n'avions pas de réponses à nos questions. » Ces questions, elles étaient fort simples: est-ce réaliste de vouloir implanter un tel programme dans l'ensemble du Québec? Est-ce qu'on a les services nécessaires pour répondre aux besoins? Comment implanter ce programme dans les classes multiniveaux? « On n'en est plus à cerner les problèmes, on en est à vouloir des réponses précises. » Comment ce dossier sera réactivé cette année, voilà ce qui intéresse Manon Bernard: « Pour nous, ce programme n'est pas une priorité. Quand M. Charrest en a fait l'annonce, on était en plein cycle de négociations et on cherchait des solutions aux problèmes des élèves en difficulté. Ce n'est pas qu'on soit contre l'apprentissage d'une langue seconde, mais on a déjà implanté l'apprentissage de l'anglais dans le premier cycle du primaire et on n'a même pas encore les résultats et les évaluations des impacts que cette mesure a eus sur l'apprentissage des élèves. »

Qu'on parle de services d'orthopédagogues, de psychologues et d'autres professionnels, les besoins des élèves dépassent la quantité des services offerts

## Retour sur un 25 octobre

En remontant le temps, on se retrouve en octobre 2010, quelques mois après la nomination de Line Beauchamp à la tête du ministère de l'Éducation. À l'époque, M<sup>me</sup> Beauchamp a convoqué une rencontre de tous les partenaires du réseau scolaire afin de réfléchir aux façons d'intervenir auprès des élèves en difficulté. Il y a été question des balises pour l'intégration des élèves en difficulté, de la composition de la classe, des établissements privés, des projets sélectifs, bref, autant de chantiers qui se sont ouverts au lendemain du 25 octobre 2010. Par la suite, M<sup>me</sup> Beauchamp devait revenir avec des conclusions et un échéancier de travaux à prévoir. Cette rencontre s'inscrivait dans un ensemble de quatre réunions prévues par le gouvernement Charrest, y compris celle sur le financement des universités.

Si on a depuis beaucoup parlé de cela, le reste serait tombé dans l'oubli. « On a créé des attentes, mais on n'a pas vu les résultats ». Dans

VOIR PAGE F5: NÉGOCIATIONS

Vous avez chanté tout l'été... et bien dansez maintenant! 40<sup>e</sup> saison

**Louise Lapierre**  
**DANSE**  
40 ans de renouveau

Enfants • Adolescents • Adultes

- Jazz • Funky-Hip-Hop
- Contemporain • Ballet
- Baladi • Claquette
- Pilates • Danse créative
- Parent-Enfant • Multi-Danses
- Camps de jour Artistiques et plusieurs stages ...

Inscription maintenant  
Classe d'essai gratuite

PROGRAMME SPÉCIAL  
COURS POUR GARÇONS

Au ♥ du plateau Mont-Royal  
514-521-3456  
www.danse-louiselapierre.qc.ca

## RENTÉE SCOLAIRE

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Compétitivité et autres contrats de performance ont transformé l'université

« Des états généraux s'imposent, à condition qu'on ne limite pas cet exercice aux seuls droits de scolarité »

À la lumière de la crise étudiante, voire sociétale, et de la remise en question du mode de fonctionnement du réseau universitaire québécois, deux professeurs se lèvent pour demander des états généraux sur les universités. Débat d'idées.

THIERRY HAROUN

Doit-on revoir le mode opératoire du réseau universitaire du Québec? Faut-il revoir ses principes directeurs? Est-ce que ce réseau répond aux aspirations et aux défis sociétaux d'aujourd'hui? Peut-on faire autrement? Doit-on faire autrement? Pourquoi et comment? Et de quoi sera fait demain? Voilà autant de questions que *Le Devoir* a soumises à l'examen de deux professeurs réputés, soit Jean Bernatchez, professeur-chercheur en administration et politiques scolaires à l'Université du Québec à Rimouski, et Yves Gingras, professeur d'histoire à l'UQAM et codirecteur de l'ouvrage *Les transformations des universités du 13<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> siècle* (PUQ, 2006). Chose certaine, pour ces deux professeurs, des états généraux portant sur le présent et le devenir de nos universités s'imposent. On notera que trois directions universitaires ont décliné notre invitation.

## Des états généraux

« Des états généraux s'imposent », note le professeur Gingras, à condition qu'on ne limite pas cet exercice aux seuls droits de scolarité. Et qu'on mette tout sur la table, toute la structure universitaire actuelle, notamment le mode de financement actuel, fondé sur le nombre d'étudiants, qui, à mon

avis, devra aussi être revu en tenant compte de cette mission centrale des universités qui est de former les citoyens et citoyennes du Québec. Ainsi, les ressources étant limitées, il n'y a aucune raison que le gouvernement finance les étudiants étrangers, qui devraient donc être exclus de la formule de financement. L'Ontario ne finance pas les étudiants étrangers et les universités leur demandent des droits de scolarité beaucoup plus élevés. On ne devrait pas confondre politique d'immigration et politique des universités. Il faudra aussi tenir compte de la « rente linguistique » qui fait que les universités anglophones attirent plus de Canadiens anglais et d'Américains, non pas parce qu'elles sont « meilleures », mais simplement parce que ces étudiants ne maîtrisent que l'anglais et viennent étudier ici à moindre frais dans des infrastructures subventionnées par l'État québécois. »

La mission universitaire et ses fondements premiers forment un autre volet qui mérite d'être débattu lors de futurs états généraux, ajoute d'ailleurs Yves Gingras: « L'objectif premier des universités n'est pas de tenter d'accroître leur part de marché nationale ou leur prestige international, comme s'il existait un marché mondial uniforme, unique et parfait au sein duquel individus et professeurs circulerait librement et sans entrave. Les universités, dans leur écrasante majorité, sont avant tout nationales et répondent à des besoins culturels et professionnels locaux. Bien sûr, la circulation internationale des étudiants et des professeurs existe depuis la création des universités au Moyen-Âge, mais cela ne peut faire oublier que ce phénomène demeure marginal, malgré la rhétorique récente de la mondialisation, de l'internationalisation et de l'excellence. »

Maintenant, sur le strict plan de l'enseignement, il faut revenir à la base, voire à l'essentiel, rappelle avec insistance le professeur. « À titre d'exemple, il s'agit de creuser un programme de baccalauréat en économie pour comprendre pourquoi les économistes sont, en quelque sorte, autistes, parce qu'ils suivent 30 cours d'économie. Ils n'ont pas de vision historique, pas de vision sociologique ni politique. Ils pensent que le monde est un immense marché composé d'individus en compétition. Dans les faits, c'est une vision autiste du monde qui est incorporée dans nos programmes de formation. Il faut transformer cela et revenir à des cultures universitaires fondamentales qui tiennent compte de la complexité d'aujourd'hui. »

La concurrence interuniversitaire et les « effets pervers » des contrats de performance devraient également être inscrits à l'ordre du jour au sein de futurs états généraux, ajoute M. Gingras.

## Trop axé sur le marché de l'emploi

Pour sa part, le professeur Jean Bernatchez a beaucoup insisté sur le lien actuel entre les programmes et les besoins du marché de l'emploi. D'après lui, il faudrait revoir, dans une certaine mesure, cette interrelation. « Les programmes universitaires sont beaucoup orientés vers les besoins du marché de l'emploi et on perd un certain nombre de choses. Auparavant, on formait des têtes bien faites dans différentes disciplines, et le marché du travail était prêt en quelque sorte à les former à la profession et au métier respectif et sur le tas. C'était relativement facile, justement parce que le réseau universitaire formait des gens avec une tête bien faite qui avaient une logique bien développée avec un bon sens de l'argumentation. »

Alors que, aujourd'hui, souligne le professeur Bernatchez, « les gens sont formés pour être « opérationnels » dès le moment où ils entrent dans le marché du travail. Ce sont donc des formations qui ont des visées à court terme. On remarque que ce phénomène est une tendance lourde. Du côté de la recherche, on observe cela également. C'est-à-dire que maintenant les projets de recherche sont souvent orientés vers des solutions à des problèmes qui ont été énoncés dans un environnement précis. Auparavant, les demandes de recherche étaient évaluées sur la base de leur qualité scientifique. Désormais, les projets sont choisis sur la base de considérations variées des utilisateurs de la recherche qui auront leur mot à dire. »

Pour ne pas dire les commanditaires ou les subventionnaires de la recherche? « Oui, c'est ça », répond Jean Bernatchez, qui estime lui aussi que des états généraux sur l'enseignement supérieur s'imposent d'eux-mêmes.

« Ces états généraux serviraient à repenser le modèle actuel. On devrait y convier non seulement les universités, mais aussi des citoyens, des organismes communautaires, des associations professionnelles, des chambres de commerce, etc. Il faut saisir cette occasion pour faire un débat plus large », conclut le professeur.

Collaborateur  
Le Devoir

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Aujourd'hui, « les gens sont formés pour être « opérationnels » dès le moment où ils entrent dans le marché du travail. Ce sont donc des formations qui ont des visées à court terme », croit le professeur Jean Bernatchez.

## NÉGOCIATIONS

SUITE DE LA PAGE F4

un monde idéal, on aurait dû reprendre les travaux en mai et juin, mais, à cause d'un certain conflit étudiant, tout est remis à plus tard, bien plus tard...

## Valorisation des enseignants

Et Manon Bernard rappelle que la campagne de valorisation de la profession enseignante battra son plein durant toute l'année scolaire 2012-2013. « On ne peut pas parler d'éducation et avoir une priorité pour l'éducation sans parler du personnel de l'éducation. »

Cette campagne, lancée l'an dernier, comportera encore plusieurs activités. Il ne faut pas oublier que de 15% à 20% des jeunes dans l'enseignement quittent la profession dans les cinq premières années. Dans certaines matières, le manque d'enseignants se fait déjà sentir. Il faut donc trouver des moyens de contrer cet exil et la FSE insiste sur une meilleure insertion professionnelle, c'est-à-dire un accompagnement plus étroit et un plus grand soutien.

Et d'autres luttes toujours s'imposent: « Il faut que cessent les coupes et qu'on recommence à investir dans l'éducation. »

Collaboratrice  
Le Devoir

je vote  
tu votes  
il, elle vote  
nous votons  
vous votez  
ils, elles votent

Alternatives

CONSTRUIRE ENSEMBLE UN  
*monde différent*

Pour nous appuyer : [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca) • 514.982.6606POUR ÊTRE BIEN INFORMÉ,  
SUIVEZ-NOUS !

ledevoir.com



facebook.com/ledevoir



twitter.com/ledevoir



LA FAMILLE DU MULTI S'AGRANDIT

Des ouvrages de référence adaptés à la réalité québécoise

[www.multidictionnaire.com](http://www.multidictionnaire.com)Québec Amérique  
[www.quebec-amerique.com](http://www.quebec-amerique.com)

## RENTÉE SCOLAIRE

## ÉLÈVES EN DIFFICULTÉ

## A-t-on les ressources nécessaires?

Les étudiants en difficulté au cégep, dont ceux atteints d'un trouble d'apprentissage ou d'une maladie mentale, auront-ils accès à des services suffisants durant leurs sessions compressées de cet automne? Alors que, dans certains cégeps, les étudiants retournent en classe après une grève de près de six mois, la situation inquiète Daniel Bérubé, président de la Fédération du personnel professionnel des collèges (FPPC)-CSQ.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Au vu des calendriers intensifs et surchargés qui se dessinent, Daniel Bérubé manifeste ses craintes de voir les psychologues, conseillers en orientation et aides pédagogiques individuels ne pas être en mesure de suffire à la tâche.

Ces professionnels soutiennent «une population étudiante qui a déjà besoin de services en temps régulier», précise M. Bérubé. Il redoute une montée en flèche du taux d'abandon chez les étudiants atteints d'un trouble d'apprentissage ou d'un problème de santé mentale, jugeant la situation à l'aune de l'expérience des cégeps, où la reprise intensive de la session d'hiver s'est bouclée à la fin juin. «Ce qu'on a constaté le printemps dernier, dans les cégeps où il y a eu des reprises, c'est qu'il y a eu une augmentation des besoins. Cette population-là est particulièrement touchée par les reprises intensives des cours et elle nécessite un plus grand suivi [...]. Il a fallu qu'il y ait une réorganisation des services.»

Comme certains professionnels ont vécu l'expérience au printemps, M. Bérubé se demande s'il y a des expertises qui peuvent être partagées ou transférées. Est-ce qu'on peut réunir les équipes de professionnels pour envisager un plan B?

Car, si l'ajout d'enseignants dans certains établissements collégiaux a fait l'objet d'une entente avec les syndicats de professeurs, Daniel Bérubé déplore qu'aucun plan d'intervention au sujet des autres professionnels n'ait encore été envisagé. «Est-ce qu'on peut s'asseoir et regarder l'offre de services? Voir ce qu'on peut offrir et ce qu'on ne peut pas offrir? Y a-t-il des solutions? Nous, on est prêt à faire preuve de souplesse dans l'organisation du travail. On n'est pas en train de demander d'avoir trois conseillers en orientation de plus. De toute façon, ça peut varier d'un collège à l'autre. Mais, ce qu'on demande au minimum, c'est d'écouter les professionnels entre eux et d'essayer de voir comment on pourrait organiser les services professionnels en vue de la reprise des cours.»

Il persiste et signe. «Ce qui me choque particulièrement, c'est qu'en ce moment on nous dit: "Écoutez, les services professionnels vont être déployés, vont être en place." Mais c'est un leurre, parce qu'il n'y a pas de stratégie.»

## Des enseignants en renfort

Jean Beauchesne, président de la Fédération des cégeps, assure que «les collèges ont discuté avec les syndicats locaux. On ne l'a pas fait au niveau national.» Il se défend: «J'ai eu à discuter de ça avec l'ensemble des directeurs généraux concernés. Il y a une stratégie pour les autres personnels. Les autres personnels, ce sont non seulement les professionnels, ce sont aussi les techniciens de laboratoire, les techniciens en éducation spécialisée, etc. Avec eux, on a jugé que c'est une question d'approche: la priorité, ce sont ceux qui sont au premier chef avec nos étudiants dans nos classes, donc, les enseignants. On a jugé que, avec le personnel en place, on pouvait soit réaménager l'horaire, soit mettre des priorités ailleurs, soit, avec des heures supplémentaires, combler les manques.»

Si les professeurs appelés en renfort n'effectueront pas les tâches des professionnels, ils auront la responsabilité de faire le suivi nécessaire auprès des étudiants en difficulté. «Leur cheminement scolaire, ce n'est pas a priori une responsabilité des professionnels. C'est une responsabilité des enseignants, considère Jean Beauchesne. La

CSN [représentant la majorité des professeurs touchés par la grève étudiante] nous disait: "Nous, on en a plein nos bottines avec les groupes réguliers, on n'a pas les ressources qu'il faut pour soutenir ces étudiants." Mais, précisément, avec [les professeurs] qu'on embauche, les ajouts de tâches pour ceux qui étaient à temps partiel, ça tombe dans le champ des enseignants de suivre l'encadrement de ces étudiants-là.»

Daniel Bérubé n'apprécie pas cet argument. «On nous dit qu'il va y avoir plus d'enseignants. Mais, plus d'enseignants, ça ne règle aucun problème. Les étudiants qui ont un trouble mental, ils vont être chez le psychologue, ils vont être chez l'orienteur, etc.», se désole M. Bérubé.

À la FNEEQ-CSN, on souligne que, dans son entente, c'est l'encadrement pour les élèves arrivant du secondaire qui est privilégié. «Les enseignants vont continuer d'encadrer les élèves handicapés comme ils le faisaient», assure Micheline Thibodeau, vice-présidente de la FNEEQ-CSN. «Évidemment, s'il n'y a pas, pour la rentrée, de ressources supplémentaires chez les professionnels et le personnel de soutien, c'est plus inquiétant, parce que ce sont plus eux qui les suivent au quotidien s'ils ont besoin de plus de soutien», dit-elle en évoquant, entre autres, le cas des étudiants touchés par le syndrome d'Asperger. Elle précise que ce sont les professionnels qui sont aptes à identifier les étudiants qui ont besoin de services plus particuliers lors de leur entrée au cégep. Or, dans une session compressée, les professeurs doivent être rapidement renseignés lorsque l'un de leurs étudiants est aux prises avec un handicap.

Pourtant, l'inclusion et l'ac-

commodement des étudiants en situation de handicap constituaient un dossier prioritaire avant que n'éclate la grève. Ce sujet, un peu mis sur la glace pendant la crise étudiante, a d'ailleurs fait l'objet d'un rapport déposé par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse en mars dernier. «Pour ceux qu'on appelle les EHDAA [élèves handicapés en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage], les mesures qu'on a mises en place et les professionnels qu'on a engagés au primaire ou au secondaire leur ont permis de mieux réussir. Donc, là, ils arrivent en masse dans le réseau collégial. Et puis, il n'y a pas de budget vraiment pour ça. Il n'y a pas de professionnels pour les soutenir», note Mario Beauchesne, président de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégeps, affilié à la CSQ.

«Quand ce budget n'est pas à la hauteur, bien, habituellement, ce sont les professeurs qui écopent, dit Micheline Thibodeau. Nous, on n'est pas formé pour ça. On n'a pas de diplôme en psychopédagogie. On est des spécialistes de disciplines en enseignement supérieur», rappelle-t-elle.

«Il y a eu une augmentation de plus de 300% de ces étudiants [en situation d'handicap] dans les cinq dernières années, admet Jean Beauchesne. Il nuance que le bond s'explique aussi par le fait que les personnes atteintes d'un certain trouble d'apprentissage ou d'une maladie mentale, qui ne le déclaraient pas auparavant, sont dorénavant plus informées des services auxquels elles ont droit et s'identifient en conséquence auprès des établissements. «Donc, oui, ça nous préoccupe beaucoup», ajoute-t-il, assurant que la Fédération des cégeps fait de leur intégration l'une de ses cinq grandes priorités pour le réseau collégial.

Collaborateur  
Le Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'inclusion et l'accommodement des étudiants en situation de handicap constituaient un dossier prioritaire avant que n'éclate la grève.



JACQUES GRENIER ARCHIVES LE DEVOIR

Les professeurs s'inquiètent entre autres pour les nouveaux étudiants qui arrivent du secondaire et qui devront composer avec une session intensive, en plus de s'adapter au rythme collégial.

## RETOUR EN CLASSE

## Bouchées doubles pour les cégeps

Pendant que les étudiants du collégial concernés par la grève printanière se prononçaient pour ou contre un retour en classe cette semaine, les 14 cégeps touchés se prépareraient à une rentrée scolaire et à un automne sur un mode intensif jamais vécu auparavant. Deux sessions compressées où les jours de classe allongés et les travaux supplémentaires seront de mise pour environ 40 000 étudiants.

CAROLINE RODGERS

Selon le régime d'études collégiales, une session normale compte quinze semaines d'activités pédagogiques, ce qui inclut les cours, les travaux personnels et les travaux pratiques. Pour être valide selon les dispositions de la loi 78, la session doit avoir un minimum de douze semaines.

«En considérant les semaines déjà complétées dans les collèges avant le début de la grève, nous allons atteindre ces douze semaines pour la session d'hiver 2012 en ajoutant cette période de récupération qui s'étendra jusqu'à la fin de septembre, explique Jean Beauchesne, président-directeur général de la Fédération des cégeps. Pour y arriver, des journées plus longues et davantage de travaux personnels pour les étudiants sont prévus, ainsi que des activités additionnelles d'apprentissage concret de type laboratoire. Dans certains collèges, des samedis de cours sont également prévus au calendrier. Les modalités varient d'un cégep à l'autre.»

La session de récupération, ayant commencé cette semaine, se terminera à la fin de septembre, sans semaine de lecture. Au début d'octobre, ce sera le début de la session d'automne, dont le calendrier débordera jusqu'en janvier, ce qui décalera le début de la pro-

chaine session d'hiver. «Nous allons nous rapprocher davantage de quinze semaines pour la session d'automne, mais en continuant à avoir des mesures de journées allongées», ajoute M. Beauchesne.

Le 7 août dernier, une entente de principe a été conclue par le Comité patronal de négociation des collèges (CPNC) et la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) pour l'embauche de l'équivalent de 180 enseignants supplémentaires, question de s'assurer que la qualité de l'apprentissage soit la même que pendant une session normale. Chaque collège déterminera les modalités de redistribution des ressources en accord avec son syndicat, et les formules utilisées pourront varier en fonction des besoins, explique M. Beauchesne.

«Cela peut prendre la forme d'un encadrement individualisé pour aider les étudiants dont le cheminement scolaire est plus difficile et qui, on ne se le cache pas, auront une pression additionnelle, dit-il. Mais cela peut aussi vouloir dire des groupes moins nombreux.»

Micheline Thibodeau, vice-présidente de la FNEEQ-CSN, s'est dite satisfaite de l'entente. «Les conditions d'enseignement et d'apprentissage ne seront pas idéales, mais l'entente va aider à être moins stressé en ce qui concerne la rentrée, car nous disposerons de ressources suffisantes pour permettre l'encadrement adéquat des étudiants, dit-elle. Une des grandes inquiétudes des professeurs concerne les nouveaux étudiants qui arrivent du secondaire, car ce sont eux qui ont le taux d'abandon le plus élevé. Ils ont une grande adaptation à vivre en arrivant au cégep et, cette fois-ci, ils devront le faire dans une session intensive. Il faudra bien les soutenir pour qu'ils commencent du bon pied.»

Car tous devront mettre les bouchées doubles: professeurs, étudiants et même le personnel de soutien. «Il n'y a pas

de solution de rechange, dit Jean Beauchesne. Il n'y a pas de possibilité de report, c'est la dernière chance. Si les étudiants veulent achever une session afin de ne pas nuire à moyen terme à leur cheminement pour terminer une technique ou aller à l'université par la suite, c'est maintenant que ça se passe, autrement, on devra annuler la session. On partage certaines inquiétudes, mais, si tout le monde met la main à la pâte, ce ne sera pas parfait, mais on va y arriver.»

Eliane Laberge, présidente de la FECQ, déplore que la décision du gouvernement de débloquent 18,3 millions pour l'embauche de nouveaux enseignants soit survenue aussi tard. «Nous sommes restés dans l'incertitude pendant tout l'été, comme si ce gouvernement n'accordait pas suffisamment d'importance à la rentrée scolaire et à la bonne reprise des cours, et, à notre avis, cela est dû au fait que ces étudiants ont une opinion politique différente, dit-elle. Ils ont pris des décisions politiques et fait des sacrifices pour s'opposer à la hausse des droits de scolarité. Nous sommes contents qu'on en soit enfin arrivé à une entente, mais nous nous attendons à ce que cela soit extrêmement difficile pour les étudiants d'abattre beaucoup de travail en très peu de temps. On invite les administrations des collèges à augmenter les services aux étudiants, comme les heures de garderie et les services en psychologie, pour s'assurer que la reprise se fasse le mieux possible.»

Collaboratrice  
Le Devoir



Un programme destiné aux professeurs qui souhaitent utiliser les médias comme outil pédagogique.

Préparez dès maintenant la prochaine session d'enseignement. Des abonnements de groupes sont disponibles.

Aussi à l'adresse suivante :

[www.ledevoir.com/le-devoir-en-classe](http://www.ledevoir.com/le-devoir-en-classe)

Pour plus d'information, contactez-nous à l'adresse courriel suivante : [internet-ecole@ledevoir.com](mailto:internet-ecole@ledevoir.com)

Un programme réalisé en partenariat avec la société Les amis du Devoir

Combate les préjugés  
Se faire respecter  
Agir pour la société  
Défendre nos idées  
S'ouvrir sur le monde  
Partager notre passion

ENSEIGNER  
MILITER  
PROGRESSER

fneeq CSN  
Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec

[www.fneeq.qc.ca](http://www.fneeq.qc.ca)  
f FneeqCSN  
@FneeqCSN